Extrait du Site de l'Association Adéquations

http://www.adequations.org/spip.php?article2528

Après la COP24, quelles perspectives ?

- COP climat, justice climatique & genre -

Date de mise en ligne : mardi 15 janvier 2019

Site de l'Association Adéquations

La 24ème conférence des parties à la Convention Cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), COP24, s'est achevée le 15 décembre à Katowice en Pologne. Un enjeu était de fixer les règles d'application de l'Accord de Paris sur le climat adopté lors de la COP21 et qui doit entrer en vigueur en 2020. L'Accord de Paris vise à limiter d'ici à 2100 le réchauffement climatique à +2°C maximum et à poursuivre les efforts pour limiter la hausse des températures à 1,5°C. Mais en 2018 les émissions de C02 sont reparties à la hausse pour alimenter la croissance économique mondiale, toujours fondée sur la combustion des énergies fossiles. Même dans l'Union européenne, les émissions globales de CO2 augmentent en moyenne de 1,5 % par an.

COP24, premier bilan

La 24ème conférence des parties (COP24) à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, prévue du 3 au 14 décembre, s'est prolongée le samedi 15 décembre, aboutissant à un accord assez minimaliste sur le "Rulebook", règlement d'application de l'Accord de Paris adopté à la COP21 en 2015. Le rapport du GIEC documentant l'importance de viser un seuil de 1,5° (cf. ci-dessous) n'a guère été entendu, malgré les alarmes sur les conséquences d'un réchauffement climatique qui dépassera 3° si la tendance actuelle des émissions de gaz à effet de serre se poursuit.

D'après le règlement adopté, les pays devront communiquer tous les cinq ans, à partir de 2020, leurs contributions déterminées au niveau national (CND) (objectifs d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre) et publier tous les deux ans un rapport de "transparence" ; une marge de "flexibilité" est prévue pour les pays les moins favorisés. Par ailleurs, un Mécanisme de bilan mondial (Global Stocktake) se tiendra tous les cinq ans, à partir de 2023 pour évaluer les progrès.

Les organisations de la société civile déplorent que les mentions des droits humains ou de la sécurité alimentaire, qui figurent dans le préambule de l'Accord de Paris, n'aient pas été reprises dans l'introduction du document adopté à la COP24. L'égalité femmes-hommes a par contre été mentionnée.

Les pays en développement estiment que les modalités des financements climatiques qui leur sont promis depuis maintenant dix ans restent floues. Plusieurs points importants ont été reportés à la prochaine COP, comme la question du marché du carbone. Les mécanismes pour "relever le niveau d'ambition" des plans climatiques nationaux restent imprécis. Rien n'a été décidé sur la question du financement des "pertes et dommages" irréversibles, conséquences du réchauffement climatique, que les pays les plus vulnérables ne sont pas en mesure de gérer. Les pays en développement réclament des coopérations renforcées, des mécanismes tels que des assurances pour les risques et des systèmes d'alerte rapide, qui doivent être discutés en tant que tel et non fondus dans les questions d'adaptation au changement climatique.

Un ensemble de pays à rejoint la "Coalition pour une ambition élevée" (« High ambition coalition »), qui regroupe actuellement vingt-cinq pays, dont pour l'Union européenne la France, l'Allemagne, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, ainsi que des pays en développement, les Fidji, des pays d'Amérique latine l'Argentine et le Mexique. Ces pays s'engagent à rehausser leur ambition via leurs politiques climatiques nationales. Des pays ont également pris des engagements d'accroitre leurs contributions aux différents fonds climatiques : Fonds vert pour le climat (engagements de l'Allemagne, la Norvège),

Copyright © Site de l'Association Adéquations

Fonds d'adaptation (promesses de financements de la France, l'Allemagne, la Belgique, l'Italie, la Suède, la Nouvelle Zélande et la Commission européenne), Fonds pour les pays les moins développés... D'après la CCNUCC, environ 56 milliards ont été apportés en 2016, ce qui reste insuffisant, notamment par rapport à l'engagement de 100 milliards pris il y a dix ans.

La prochaine Conférence climat (COP25) aura lieu du 2 au 13 décembre 2019 au Chili, remplaçant le Brésil qui s'est désisté suite à l'élection d'un président "climatosceptique". Elle sera précédée d'une conférence préparatoire du 25 novembre au 1er décembre au Costa Rica (à confirmer). Le relèvement des objectifs climatiques des Etats (qui doivent mettre à jour leur "contributions déterminées au niveau national" d'ici 2020) devrait être abordé dans le cadre d'un sommet spécial des Nations unies en septembre prochain.

Face au manque de volonté politique à la COP24, qui s'est manifestée notamment par la très faible participation des chefs d'Etats et de gouvernements (particulièrement des pays occidentaux), l'espoir est plutôt du côté de la mobilisation des sociétés civiles. En témoignent les manifestations pour le climat et les pétitions, comme en France " l'Affaire du siècle" pour la justice sociale et climatique, qui a recueilli plus de deux millions de signatures.

- Texte adopté à la COP24 >>>>
- Communiqué de la Women Gender Constituency sur les résultats de la COP24 >>>>
- Analyse détaillée du Réseau Action Climat
- Analyse détaillée de la Fondation Heinrich Böll (en anglais)

Contexte et enjeux de la COP24

La COP24 se tient du 3 au 14 décembre à Katowice, dans la région charbonnière de Silésie en Pologne (pays dont 80% de l'électricité provient du charbon..). Elle est présidée par le vice-ministre polonais de l'Energie.

L'objectif de cette 24ème conférence des parties à la Convention Cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) est de fixer les règles d'application de l'Accord de Paris sur le climat (« Paris Rulebook ») adopté lors de la COP21 et qui doit entrer en vigueur en 2020 ; et de faire un bilan des engagements nationaux des pays (Nationally Determined Contributions, NDCs) à la lutte contre le changement climatique, via le « dialogue de Talanoa » initié à la COP23 à Bonn, afin de « rehausser » ces engagements.

Un texte préparatoire de ces règles d'application avait été adopté à une conférence intermédiaire à Bangkok en septembre, mais ses milliers de pages reflétaient le peu de consensus entre les blocs d'Etats. Par la suite une note de six page a été publiée le 15 octobre visant à organiser les débats de la COP24 en grandes thématiques : méthode commune de comptabilité des émissions de gaz à effet de serre, harmonisation de la durée des engagements, présentation normalisée des résultats des politiques nationales, intégration des mesures d'adaptation, évaluation des flux financiers prévisibles (et leur durabilité), élaboration des futures contributions nationalement déterminées, conditions d'évaluation des politiques par des pairs.

L'Accord de Paris vise à limiter d'ici à 2100 le réchauffement climatique à +2°C maximum et à "*poursuivre les efforts pour limiter la hausse des températures à 1,5°C*". Le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), publié le 8 octobre, indique que la stabilisation du réchauffement climatique à 1,5°C par rapport à l'ère pré-industrielle resterait théoriquement possible, à condition de "*modifier rapidement, radicalement et de manière inédite tous les aspects de la société* ". Cette mutation de l'organisation des sociétés en dix à vingt ans impliquerait l'arrêt de la production d'électricité à base de charbon, une baisse de la consommation d'énergie globale, un changement des modes d'agriculture et d'alimentation, la restauration des sols, la reforestation, etc. et

Copyright © Site de l'Association Adéquations

probablement différents moyens de captage et séquestration du carbone. D'ici 2050 les émissions de gaz à effet de serre devraient opérer un baisse de trois quart. La trajectoire actuelle mène à un réchauffement de 3,5°, avec le seuil de 1,5° franchi entre 2030 et 2052. Le déséquilibre climatique peut s'emballer très vite avec le dégel du permafrost, l'accélération en cours de la fonte des glaces en Arctique, l'affaiblissement du Gulf Stream, l'acidification des océans, qui impactent aussi toute la chaine alimentaire, à partir de la raréfaction du plancton.

Le manque d'implication des Etats et le peu de leadership politique fait peser des doutes sur ces négociations. Parmi les pays les moins engagés pour la COP24 figurent Etats-Unis (qui se sont retirés de l'Accord de Paris), l'Arabie Saoudite et la Russie, ainsi que des pays comme le Brésil ou l'Australie. La Chine, premier émetteur mondial de GES, est plutôt considérée comme favorable un accord et joue un rôle de premier plan dans les négociations vis-à-vis des pays du Sud. L'Union européenne a adopté des objectifs de baisse de 40% des émissions par rapport à 1990 pour 2030 mais ses objectifs dans le domaine des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétiques restent insuffisants en raison notamment de divisions internes. La Commission européenne a publié le 28 novembre un projet de stratégie climatique pour atteindre la neutralité carbone au sein de l'UE à l'horizon 2050.

Les financements pour le climat, l'aide et les transferts financiers et technologiques restent au centre des discussions entre les pays du Sud et les pays riches. Selon l'ONU, les financements publics pour le climat auraient atteint 56 milliards de dollars en 2017 sur un engagement de 100 milliards d'ici à 2020, pris lors de la COP15 en 2009. L'accès aux moyens pourles organisations actives sur le terrain, notamment les associations de femmes, est un enjeu porté par des réseaux internationaux de la société civile présents à la COP24 (cf. ci-dessous). La question des "pertes et préjudices" (loss and damage), est également un point d'achoppement : les pays du Sud veulent que les pertes irréversibles dues aux impacts du changement climatique soient prises en compte et inclues dans les règles d'application de l'Accord de Paris qui sont en négociation.

Publiée le 5/12, une étude indique que les émissions de C02 sont reparties à la hausse en 2018 (elles seront de près de 3%), en raison de l'utilisation d'énergies fossiles, notamment par la Chine, pour alimenter la croissance économique mondiale.

Sites web et ressources documentaires

- Site de la CCNUCC
- Suivi des négociations COP 24 sur le site CCNUCC
- Site COP24 du gouvernement polonais
- Programme des "Side events"
- Programme des événements et dialogues ouvert ("Action Hub")
- Enjeux COP24 et politique climat de la France sur le site du ministère Transition écologique
- Propositions des ONG françaises pour la COP24
- Rapport du GIEC "*Rapport spécial du GIEC sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels et les profils connexes d'évolution des émissions mondiales de gaz à effet de serre, dans le contexte du renforcement de la parade mondiale au changement climatique, du développement durable et de la lutte contre la pauvreté*". (cf. résumé pour les décideurs, disponible en français)
- Climate Vulnerable Forum (regroupe 48 pays directement menacés par le changement climatique)
- Bilan de la COP23 (article Adéquations)

Egalité femmes-hommes à la COP24

Copyright © Site de l'Association Adéquations

Le "Gender day" aura lieu le 11 décembre. Les nombreux événements traitant du genre peuvent être trouvés par le moteur de recherche du programme des événements.

Lors de la COP24 sera examiné le rapport du Secrétariat de la CCNUCC "Composition par sexe" établi chaque année par pour aider les Parties à "suivre les progrès réalisés vers l'objectif d'un équilibre entre hommes et femmes en vue d'améliorer les politiques relatives au climat tenant compte de la problématique hommes-femmes". Télécharger le rapport 2018

Notons que cette année il a été demandé aux organisateurs d'événements de tendre vers la parité dans leurs panels. Les événements qui y parviennent seront indexés ici.

La Women Gender Constituency a publié un résumé de ses propositions. Télécharger (pdf en anglais) >>>> ; en français >>>>

Depuis cinq ans, une remise de Prix "Solutions genre climat" est organisée par WECF et la Women Gender Constituency, sur la base d'un appel à propositions, qui a recueilli 145 projets. Informations et téléchargement de la brochure

- Promouvoir l'égalité de genre à la COP24, sur le site de la CCNUCC
- Programme Genre à la COP24
- Rubrique genre générale de la CCNUCC
- Derniers documents adoptés sur le genre par la CCNUCC
- Plan d'action Genre de la CCNUCC adopté en 2017

Rencontre-débat "Genre et finance climat : quelles avancées, quelles ambitions ?" 11 décembre

14h à 15h30. Pavillon français à la COP24. En français et anglais avec traduction

Organisé par le ministère français de la Transition écologique et solidaire, le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, en partenariat avec CARE France, WECF, Adéquations et dans le cadre de la Plateforme Genre et développement.

Trois ans après l'Accord de Paris qui a inscrit l'égalité de genre et les respect des droits humains comme transversaux à l'action climatique, et malgré l'adoption du plan d'action genre de la CCNUCC, la finance climat reste majoritairement aveugle à cet enjeu : quels engagements ont été pris ? Comment s'assurer que les financements répondent aux besoins des populations les plus affectées par les impacts climatiques ? Comment favoriser une approche ascendante, en s'appuyant sur l'échelle locale pour maximiser des effets leviers autour des investissements publics ?

- Télécharger l'invitation / programme >>>>
- English programme >>>>
- Article dans la presse suite à la rencontre

Copyright © Site de l'Association Adéquations

Plaidoyer "La finance climat en action pour les femmes"

A l'occasion du One Climate Summit organisé par la France le 12 décembre 2017, des organisations de la société civile dans le cadre de la Plateforme Genre et développement avait remis un texte de recommandations aux pouvoirs publics. Demandant que les mécanismes financiers climat intègrent pleinement l'égalité femmes-hommes, ce plaidoyer reste ouvert à la signature des organisations de la société civile et des institutions. Le texte a été réactualisé et est de nouveau soumis à signature dans le cadre des mobilisations de la COP24 en décembre 2018.

- Télécharger, signer le plaidoyer (en bas du texte)

Calendrier de rencontres de la Women Gender Constituency Caucus et autres événements Genre et climat

Gender Day, 11 décembre

- 08.00 - 10.00 Gender Day : Monopol Hotel, Technology Needs Assessment and Gender Event, CTCN, UNEP DTU, UNFCCC in collaboration with WGC
- 10.30 - 11.30 Gender Day : Lubelskie High-level Event, raising ambition and changing lives : Climate Action Room 3 Climate change, technology and gender
- 12.00 - 18.00 Gender Day : Action Hub, Area A Events at the Action Hub

- Lundi 3 décembre, Narew SE Room 3, 8:30-9am, Accueil - WGC Overview
- Lundi 3 décembre, 16h-17h. *Pushing for Human-Rights Based Gender-Responsive Climate Finance in the Green Climate Fund* organisé par la Fondation Heinrich Boell North America en collaboration avec CIEL et Tebtebba ; lieu : Greenpeace Climate Hub, Klub Królestwo, Rondo im. gen. Jerzego Zi tka 1. Documentation générale sur la thématique
- Mardi 4 décembre, Narew SE Room 3, 8:30-9am
- Mercredi 5 Decembre, Narew SE Room 3, 8:30-9am, **LGBTQIGNC+ climate activists**
- Jeudi 6 décembre, Narew SE Room 3, 9-10am, **JOINT Caucus with IPOs, Indigenous Women's Day**
- Vendredi 7 décembre, Narew SE Room 3, 8:30-9am, **Young Feminist Day**
- Lundi 10 décembre, Bug SE Room 6, 9-10am, **Global South Feminist Leaders Day**
- Mardi 11 décembre, Bug SE Room 6, 9-10am, **Gender Just Transition Day**
- Mercredi 12 décembre, Narew SE Room 3, 9-10am, **Meeting with National Gender & CC Focal Points**
- Jeudi 13 décembre, Narew SE Room 3, 9-10am, **Women Human Rights and Environmental Defenders**
- Vendredi 14 décembre, Narew SE Room 3, 9-10am

Copyright © Site de l'Association Adéquations